

Le pouvoir aux travailleurs

16 NOV 97

N° 50

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA RICHESSE DE LA PETITE MINORITE EST BÂTI SUR LA MISERE DE LA GRANDE MAJORITE	2 - 3
- LA DENONCIATION DE LA CORRUPTION, UN LEURRE POUR TROMPER LES PAUVRES	4 - 5
- LA JEUNESSE DE CE PAYS N'A PAS D'AVENIR DANS LE CADRE DU SYSTEME CAPITALISTE ...	5 - 6
- LA POLICE C'EST LA MAFIA, IL Y A LES GROS BONNETS ET LES PETITS VOYOUS	6 - 7
- TAXES MUNICIPALES: UN RACKET OFFICIEL ..	8
- DES CROYANCES QUI SERVENT LES EXPLOITEURS	8 - 9
- MOBUTU EST DANS LA TOMBE, MAIS PAS LA FORTUNE QU'IL A VOLEE	9
- IL Y A DIX ANS SANKARA ETAIT ASSASSINE PAR SES COMPERES	10 - 11

LA RICHESSE DE LA PETITE MINORITE
EST BATI SUR LA MISERE
DE LA GRANDE MAJORITE

Selon le classement récent de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire fait partie des 50 pays les plus pauvres de la planète. Elle arrive au rang de 145^{ème} sur un total de 178. Mais ce que ne disent pas ces messieurs de la finance qui affament les populations à travers le monde entier c'est le nombre de pauvres et de riches dans ce pays. Ils se contentent de donner une moyenne de revenu par habitant qui ne tient pas compte des inégalités profondes entre les riches et les pauvres. Car si la grande majorité des 14 millions d'habitants qui constituent la Côte d'Ivoire vit dans une misère qui ne fait que s'aggraver, une petite minorité de privilégiés vit dans une opulence insolente.

Ces deux faits sont en réalité les deux faces de la même médaille. La richesse de cette minorité est justement bâtie sur la misère de la grande majorité. C'est en exploitant, en volant, en pillant les travailleurs, les petits paysans, c'est-à-dire l'ensemble de la population laborieuse que cette minorité amasse des fortunes. Et cela crève les yeux à qui veut bien les ouvrir. C'est tellement flagrant que même dans un journal comme Ivoire Soir - que personne n'oserait taxer d'être contre les riches puisqu'il est si proche du pouvoir - le rédacteur en chef en personne fait semblant de s'en indigner. Voici en effet ce qu'on peut lire sous la plume de ce griot de Bédié : " Nous voyons des fortunes qui se battissent en un temps record et que ni les salaires, ni un quelconque héritage ou autre chose ne peuvent expliquer..."

C'est malheureusement la réalité dans ce pays. Les voitures rutilantes, les villas de luxe avec piscine et autres jardins immenses ne sont que la partie visible de l'iceberg. A côté de ce qui se voit il y a des comptes en banques bien garnis en France, en Suisse et ailleurs.

Alors si la Côte d'Ivoire est un pays pauvre ce n'est pas le cas pour tout le monde. Et ce n'est pas une fatalité qu'à côté de cette richesse pour la minorité il y a le fait que la grande majorité des familles pauvres ne peuvent même pas payer les frais de scolarité de leurs enfants, ni les soigner, ni leur donner suffisamment à manger parce que les salaires sont si maigres ou les revenus tirés d'un dur labeur au champ sont si bas qu'ils ne suffisent pas à satisfaire le strict minimum pour survivre.

Même si la Côte d'Ivoire n'est pas un pays riche et développé, il y a tout de même suffisamment de quoi faire en sorte que tout le monde puisse manger à sa faim, se soigner, se loger en ayant un minimum de confort. Mais cela ne peut se faire que si les travailleurs, les exploités, tous ceux-là qui créent ces richesses grâce à leur travail mais qui n'en profitent pas, ont la volonté collective de prendre ces richesses pour les mettre au service de l'ensemble de la collectivité, à commencer par ceux qui sont dans l'urgence. Il faudra pour cela que l'ensemble de l'économie soit réorganisée, qu'on oriente celle-ci non plus pour tirer des profits mais pour la mettre réellement au service des besoins des habitants.

On ne pourra certainement pas, dans le cadre de la seule Côte d'Ivoire, résoudre tous les problèmes liés à la misère et au sous-développement. Car les richesses, les moyens techniques sont détenus dans les métropoles impérialistes. Et les dirigeants de ceux-ci feraient tout pour empêcher qu'on touche à leurs intérêts. Il feraient tout pour empêcher que les exploités où qu'ils soient mettent en cause l'ordre capitaliste dans quelque endroit du monde que ce soit.

Les travailleurs de tous les pays auraient donc intérêt à se donner la main pour renverser ensemble cet ordre inhumain des exploités. Et les travailleurs de la Côte d'Ivoire, s'ils sont déterminés, s'ils sont organisés, et s'ils mènent cette lutte à mort contre le système capitaliste, pourraient montrer à leurs frères des autres pays la voie à suivre pour construire un monde nouveau débarrasser à jamais de l'exploitation de l'homme par l'homme.

**LA DENONCIATION DE LA CORRUPTION,
UN LEURRE
POUR TROMPER LES PAUVRES**

Toute l'opposition au gouvernement ayant pignon sur rue a d'une façon générale comme cheval de bataille la dénonciation de la corruption généralisée qui est, il est vrai, particulièrement bien symbolisé par le gouvernement de Bédié. Personne n'ignore en effet que Bédié est doublement champion des corrompus, en nombre de milliards amassés par le détournement de l'argent de l'Etat, depuis le temps où il était ministre de l'économie de Houphouët et aujourd'hui en tant que chef d'un pouvoir corrompu où les scandales se succèdent et défraient les chroniques des journaux depuis qu'il est au pouvoir.

Mais les travailleurs doivent se méfier lorsque des politiciens comme Djéni Kobina ou Gbagbo ou des personnages comme Mgr Agré dénoncent cet état de corruption. Ils ont le verbe d'autant plus facile qu'ils sont des fieffés menteurs.

Le premier d'entre eux, Djéni Kobina, était un des dignitaires du PDCI qu'il décrie tant aujourd'hui. Il faisait partie d'un pouvoir au moins tout aussi corrompu. Et s'il s'en est écarté c'est bien malgré lui. N'ayant pas eu accès à la soupière comme il l'aurait souhaité, il s'est transformé en "opposant". Et aujourd'hui, lui comme Gbagbo, quoi qu'ils disent, ils se jetteraient à la soupière pour peu que Bédié les y invite. Et tout leur problème est que Bédié ne semble pas être particulièrement pressé à partager les affaires avec eux.

Quant à Mgr Agé, cet archevêque d'Abidjan, proche parmi les proches de Bédié, il est bien mal placé pour critiquer quoi que ce soit. Il n'est même pas exagéré de dire que c'est Bédié qui le nourrit. Et il est dans la logique des choses que lui aussi s'y mette en organisant "une nuit de prière" pour soi-disant "lutter contre la corruption et l'ethnocentrisme".

Oui la corruption qui règne dans ce pays est révoltante. Oui il faut la combattre. Mais comment ? En faisant des prières comme le propose cet hypocrite à la soutane ? En prônant un "gouvernement d'ouverture" comme le prônant ce non moins hypocrites politicien qu'est Gbagbo ? Ou en sautant comme un cabri excité comme le fait Kobina, cet ex-enfant gâté du PDCI ?

Non. Tout ces gens-là ne font que vociférer pour mieux cacher la réalité de ce qu'ils sont réellement. Il font comme les charlatans qui en prétendant guérir un malade lui donne un poison.

La corruption n'est qu'un des aspects de cette société pourrie. Elle fait partie intégrante du monde capitaliste tout comme le chômage, la malnutrition, le non accès à la santé et à l'éducation pour la majorité des familles pauvres ainsi que tous les fléaux liés au sous-développement. On ne peut résoudre aucun de ces maux sans s'attaquer à la racine du

mal, c'est-à-dire à la société capitaliste elle-même. Or les politiciens du FPI comme du RDR n'ont qu'un seul souci : celui de gouverner ce pays. C'est pour cela qu'ils ne ratent aucune occasion de faire des salamalecs aux dirigeants du FMI et de la Banque Mondiale qui sont là pour affamer les populations.

Ces messieurs les "opposants" veulent faire oublier aux travailleurs que pour les riches de ce pays, cette classe minoritaire, jamais les affaires n'ont aussi bien tourné. Le nombre de voitures et de villas luxueuses sont particulièrement visibles depuis la dévaluation. Et la richesse des uns est inversement proportionnelle à l'aggravation des conditions de vies des travailleurs et des masses pauvres : les richesses s'amassent d'un côté et la misère se généralise de l'autre.

Le pouvoir en place en Côte d'Ivoire, -l'ancien, l'actuel ou celui à venir que propose le FPI et le RDR, comme tous les gouvernements en place actuellement en Afrique, pour ne pas dire dans le monde, sont au service de cette classe riche. Que tous ces pouvoirs soient corrompus ou pas ne change en rien fondamentalement à cette situation.

Les opposants à la Djéni Kobina ne demande rien d'autre qu'à servir la bourgeoisie et, si possible, à s'enrichir eux aussi, en passant. Ce n'est surtout pas sur eux qu'il faut attendre quoi que ce soit pour changer le sort des pauvres ou même pour mettre fin à la corruption.

Alors, critiquer le pouvoir de Bédié fait parti de leur jeu. Aux travailleurs de s'en méfier.

LA JEUNESSE DE CE PAYS N'A PAS D'AVENIR DANS LE CADRE DU SYSTEME CAPITALISTE

La rentrée scolaire est effective aussi bien pour les collégiens, les lycéens que les étudiants. Mais l'avenir de cette jeunesse est à l'image de cette rentrée scolaire.

combien en effet sont-t-ils ces jeunes qui n'ont pas encore pris la route de l'école, soit faute de moyens pour le faire, soit parce que l'infrastructure qui doit les accueillir n'est même pas encore opérationnelle.

Et quand bien même ils réussissent leur baccalauréat, la majorité d'entre eux doivent très vite déchanter, à l'exemple des bacheliers de cette année où sur

23.000 d'entre eux inscrits dans les universités, seuls 5.000 ont été effectivement orientés, tant bien que mal.

Que deviendront ces jeunes avec leur bac en poche? En tous cas, leur avenir n'est pas très rose.

Mais cette réalité n'est pas beaucoup différente même pour les quelques rescapés qui réussissent à aller jusqu'au bout de leurs études. Parce que même quand ils trouvent du travail rémunéré, leur salaire tournera autour de cent vingt milles francs, même avec un diplôme d'ingénieur.

Oh, bien sûr, les enfants des riches, eux, n'auront pas ce problème. Mais ils vont devoir vivre une vie de minable, obligés de se barricader de tout cet océan de misère.

Quand les gouvernants prétendent se préoccuper de l'avenir de la jeunesse, c'est une ironie. Ils s'en soucient

comme de la dernière de leurs chaussettes.

La bourgeoisie et les gouvernants à leur service n'ont pas de solution pour la jeunesse comme ils n'ont pas de solution contre le chômage et la misère. Parce que tout ceci est la conséquence de leur système économique dépassé qu'est le système capitaliste.

**LA POLICE C'EST LA MAFIA.
IL Y A LES GROS BONNETS ET LES PETITS VOYOUS.**

Le samedi 1er novembre, un policier a tué à bout portant un chauffeur de taxi qui lui aurait refusé de payer une somme de 500 FCA. Cela s'est passé à Attecoubé. On se croirait dans un film de western où des gangsters dépouillent en toute impunité des innocents et les descendent pour un oui ou pour un non.

Non contents d'extorquer de l'argent aux taxis, gbakas et wôro-wôros, les policiers n'hésitent pas à utiliser leur arme à feu lorsqu'ils se trouvent devant un refus. Ce n'est pas la première fois qu'ils assassinent de la sorte. Il y a déjà eu des cas similaires à Yopougon et à Abobo.

Cet assassinat a provoqué à juste titre l'indignation de tous les chauffeurs de taxi abidjanais qui ont observé une journée de grève le lundi 3 novembre. Une délégation du syndicat des chauffeurs de taxi a été reçue par le ministre de la sécurité, Dibonan, qui leur a promis qu'il allait "sévir". Pour calmer les chauffeurs de taxi il avait promis de mettre sur pied une "commission d'enquête" afin de

"rétablir les faits". Mais c'était juste pour enterrer l'affaire.

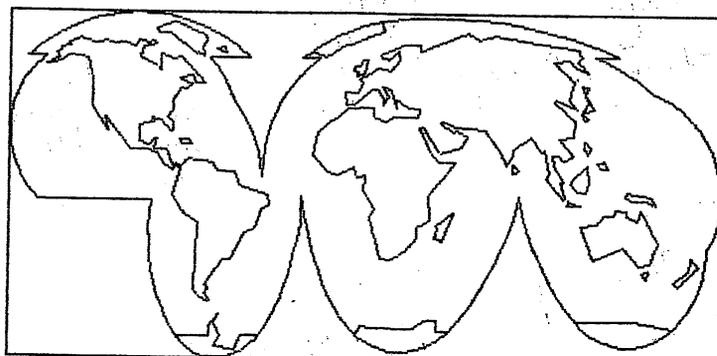
Une semaine après les faits, le même Dibonan, dans une interview à la presse, dit qu'il n'y a pas de preuve que la police exerce le racket et que ceux qui disent le contraire doivent lui en "apporter la preuve". Il dit que sa police est honnête et qu'elle protège les habitants contre l'insécurité grandissante dans les quartiers. Qui veut-il convaincre par ses mensonges ? En tout cas pas les habitants des quartiers pauvres qui voient à longueur de journées les policiers, racketter aussi bien les chauffeurs que les petits vendeurs. Il veut des preuves ? Il n'a qu'à prendre tous les jours les gbakas et il verra même s'il est aveugle.

Non, son problème ce n'est pas de prouver qu'il y a racket mais au contraire de couvrir ses policiers qui le pratiquent. Car, de haut en bas cette police est pourrie. Elle est à l'image de l'ensemble du gouvernement au service des riches. Les petits

policiers se contentent de 250, 500 ou 1000 CFA. Mais plus on monte dans la hiérarchie plus les sommes extorquées de la sorte sont importantes. Dibonan est à la

tête de tout cet édifice et c'est presque normal qu'en tant que gros bonnet, il couvre les basses œuvres de ses petits gangsters à la gâchette facile.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

TAXES MUNICIPALES : UN RACKET OFFICIEL

Le maire de Bouaké a tenu à participer lui-même au contrôle des tickets des taxes municipales au grand marché de cette ville.

Cette rentrée d'argent est sensée servir aux besoins de la commune. Mais personne n'ignore qu'une grande partie de toute cette somme, à Bouaké comme dans d'autres grandes villes, va directement dans les caisses personnelles des maires et de leurs principaux adjoints. Il n'y a qu'à regarder leur train de vie.

Ces collectes d'argent est un racket qui pèse lourdement sur les petits vendeurs qui vivent déjà difficilement de la maigre vente de leurs produits. Les services chargés de la redevance abusent tellement de leur autorité, leur comportement

ressemble tellement à ceux des mafiosi armés, que des bagarres éclatent souvent entre racketteurs et rackettés.

Et en bon griot au service de tout ce monde de gouvernant et de parasites que sont les maires, préfets, ministres ou autres députés, qui profitent tous à leur façon du racket et de la misère que subissent les petites gens, un journaliste de Fraternité-Matin a le culot de dire que s'acquitter de cette taxe municipale journalière est un "devoir civique".

Le "devoir civique" serait au contraire que les travailleurs et l'ensemble de ceux qui sont rackettés balayent toute cette pourriture et ces parasites.

DES CROYANCES QUI SERVENT LES EXPLOITEURS

Une vieille dame a été condamnée par le tribunal de Danané à 18 mois de prison ferme et une forte amende, pour "avoir été à l'origine de l'épilepsie" dont souffre un monsieur.

Le tribunal accuse cette

dame de pratiquer la sorcellerie et de se "transformer en souris pour tuer", puisqu'ainsi aurait été l'aveu de cette pauvre dame.

Que des paysans des fins fonds des campagnes, maintenus dans l'ignorance par les

L E U R S O C I E T E

colonisateurs et puis par le pouvoir en place, croient en de telles histoires à dormir debout, ça peut ne pas étonner ceux qui ont eu la chance d'aller à l'école et qui comprennent que des virus ou des microbes, ces êtres vivants invisibles à l'oeil nu peuvent rendre malade ou tuer. Cela n'a rien de sorcier et on peut guérir ces genres de maladies par la médecine; à condition, bien sûr que la médecine soit accessible à tout

le monde.

Mais qu'un président de tribunal ou de journalistes qui commentent de tels faits divers donnent force de vérité à de tels imbécillités sur la sorcellerie dans cette fin de siècle où l'homme va à la conquête de l'espace, cela dénote la volonté de la classe riche à continuer à maintenir la population pauvre dans l'ignorance pour mieux l'exploiter.

MOBUTU EST DANS LA TOMBE, MAIS PAS LA FORTUNE QU'IL A VOLEE

On vient de découvrir en Gambie une cachette où l'ancien dictateur Mobutu avait soigneusement dissimulé 9 tonnes de lingots d'or. Cette découverte ne dévoile en réalité qu'une partie de la fortune cachée de Mobutu. Celle-ci s'élèverait à plusieurs milliards de dollars. Mobutu, mort, n'a pu emporter ce qu'il a volé dans sa tombe. Mais ce n'est pas perdu pour tout le monde puisque ce sont ses enfants et ses proches qui en profitent. Son fils, Kongolo, qui était en même temps son chef de garde-présidentiel, vit aujourd'hui

tranquillement au Maroc. C'est lui qui gère une partie de cette fortune. Tous les mois il écoulait entre 80 et 100 kilo d'or sur le marché international.

En cherchant bien on pourrait aussi trouver du côté de la famille d'Houphouët ou dans l'entourage de ceux qui gouvernent aujourd'hui que l'argent il y en a et en quantité colossale et que ça ne tombe pas du ciel. Mais ça c'est une autre affaire.

* * * * *

IL Y A DIX ANS
SANKARA ETAIT ASSASSINE
PAR SES COMPERES

Il y a dix ans mourait le capitaine Thomas Sankara. C'était en effet le 15 octobre 1987 que ce jeune capitaine de 38 ans tomba sous les balles de ses "compagnons" dont Blaise Compaoré, qui l'avaient porté au pouvoir 4 ans plus tôt. Dix ans après sa mort, certains continuent à voir en lui un "révolutionnaire", un "grand Africain" qui aurait commencé à apporter des changements dont l'Afrique a besoin.

Cette affirmation relève plus d'un souhait compréhensible que d'une réalité qui n'existe que dans la tête de ses partisans. Il suffit de rappeler ce qu'a été la politique de Sankara pour s'en convaincre. En effet, au début des années 80, dans une Afrique frappée de plein fouet par la crise économique, où le chômage et la misère s'aggravaient, les libertés élémentaires confisquées par des régimes dictatoriaux, les populations étaient de plus en plus mécontentes, et il y avait une profonde aspiration à un changement.

Dans une telle situation où, dans le cas des pays du Sahel comme le Burkina Faso, les difficultés économiques et sociales dues à la crise sont venues s'ajouter à celles créées par la grande sécheresse des années 70, tout discours qui allait dans le sens du changement ne pouvait qu'être approuvé par les masses pauvres.

Ainsi, quand Sankara critiquait des dictateurs tels

Houphouët ou Eyadéma comme des serviteurs de l'impérialisme ou quand il dénonçait le néo-colonialisme de la France, il ne faisait que dire tout haut ce que pensaient la plupart des petites gens. De plus, Sankara a provoqué une certaine sympathie de la population en prenant des mesures telles que le blocage des loyers que des petits locataires ne pouvaient qu'approuver ou en vendant des voitures de luxe appartenant au gouvernement pour renflouer les caisses de l'Etat. Pour réduire le train de vie de l'Etat, Sankara n'a pas hésité à donner l'exemple en utilisant comme voiture de service une simple Renault 5.

Ce n'était là que de petits gestes, mais qui tranchaient avec le gaspillage et le goût de luxe auxquels sont habitués les régimes africains. Ces petites mesures très limitées, malgré leur caractère symbolique, ont permis au régime de se faire une publicité à bon compte en suscitant des illusions.

C'est une telle politique de Sankara, assaisonnée d'un discours "anti-impérialiste" qui a plu particulièrement aux jeunes, pas seulement du Burkina, mais aussi de pas mal d'autres pays d'Afrique. A l'inverse, par ses attaques verbales Sankara a, bien évidemment, fort irrité les dictateurs africains ainsi que le représentant politique de l'impérialisme français de l'époque, François Mitterrand.

Alors, les pressions venues de l'extérieur ont fait assez rapidement reculer Sankara qui, pour rassurer les dictateurs africains, a tenu à souligner que la "révolution burkinabé" n'était pas exportable. Mais le "mal" était fait. Les Houphouët et les Bongo ne pouvaient pas tolérer le caractère "subversif" des discours de Sankara. Ils avaient peur pour leurs régimes d'autant que ceux-ci étaient pourrissants et branlants. Il leur fallait donc faire taire ce jeune dirigeant qui, de plus, a choisi de s'éloigner d'eux en se rapprochant d'un Kadhafi qu'ils ne portaient pas dans leur cœur.

Mais c'est de l'intérieur même du pays que le régime de Sankara allait être le plus gravement menacé. Par une série de mesures d'austérité, Sankara a provoqué le mécontentement des différentes catégories sociales contre son régime. Par exemple dans la Fonction publique, 2.000 fonctionnaires ont été licenciés sous prétexte qu'ils étaient des "contre-révolutionnaires", ceux qui ont échappé à ce licenciement massif ont perdu le douzième de leurs salaires prélevé par l'Etat, etc. A cela s'ajoutait une politique de répression dont la couleur était annoncée notamment par l'interdiction de tous les syndicats et partis politiques qui existaient avant l'arrivée de Sankara au pouvoir. Seul avait le droit de cité les fameux "comités de défense de la révolution" qui terrorisaient les gens tant au niveau des villes que de la campagne.

Cette politique d'austérité et de répression a provoqué un mécontentement grandissant dans le pays. Sankara y a vu une menace pour son régime. Il a tenté de désamorcer ce mécontentement en dénonçant des "injustices" et des "abus" commis contre ceux qui étaient taxés de "contre-révolutionnaires". Il a commencé par exemple à parler de

la nécessité d'une "rectification" de la révolution.

Mais c'était trop tard. Car c'était aussi le moment qu'attendaient certains dirigeants proches de Sankara, tels que l'autre capitaine, Blaise Compaoré, qui étaient jaloux d'une certaine popularité dont jouissait Thomas Sankara et qui convoitaient sa place. De plus ils pouvaient craindre aussi le renforcement du pouvoir personnel de celui-ci qui pouvait devenir dangereux pour eux.

Alors, en comptant sur l'appui des pays comme la Côte d'Ivoire et la France, ils ont fait un coup d'Etat militaire au cours duquel ils ont jugé prudent de mettre fin à la vie de Sankara, pour éviter toute tentative de son retour éventuel au pouvoir.

Cependant, en prenant le pouvoir, Compaoré n'a pas changé de politique. Il n'a fait que continuer la politique initiée par Sankara lui-même et baptisée "rectification de la révolution", en renforçant notamment les mesures d'austérité.

Cette politique d'austérité est aujourd'hui jugée "satisfaisante" par le FMI et la Banque mondiale. Cela seul suffit à mesurer les sacrifices consentis par la population pour obtenir un tel satisfecit.

Pour appliquer une politique conforme à leurs intérêts, les populations ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leurs luttes collectives, et non sur l'action d'un seul homme, si courageux fût-il, qui prétend agir en leur nom. C'est ce qu'a confirmé, s'il en était besoin, l'anti-impérialisme en parole d'un Sankara.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.